Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 387

Artikel: Les valeurs des experts
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023999

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pour les producteurs, le danger se précise : un projet d'arrêté urgent est en consultation qui prévoit notamment la clause du « besoin » : les autorisations ne seraient plus accordées sur simple demande, mais liées à l'existence d'un besoin. Au Parlement, un député, le socialiste vaudois Bernard Meizoz, propose, par voie d'initiative personnelle, un moratoire jusqu'en 1981 (toute la procédure d'autorisation de construire des centrales nucléaires serait bloquée d'ici là).

La campagne publicitaire en faveur du nucléaire devra donc redoubler d'intensité... En face, les opposants disposent déjà de peu de moyens de se faire entendre (la presse devient, sur l'ensemble de la Suisse, plus réticente à leur ouvrir ses colonnes) ! Deux événements récents montrent bien les difficultés qu'ils rencontrent à exprimer des points de vue différents de la politique officielle.

— à Carouge, la municipalité refuse la salle des fêtes au Comité contre Verbois nucléaire qui désire organiser une manifestation d'information; motif : il s'agit d'une action « polémique »...

— dans le canton de Soleure, des enseignants sont priés de convier leurs élèves à une conférence de M. Kohn, président de la commission fédérale pour une politique globale de l'énergie et PDG de Brown Boveri, sur les questions actuelles de la politique énergétique en Suisse; deux d'entre eux, par souci d'objectivité, affichent une invitation à une assemblée d'information devant le chantier de Gösgen; ils reçoivent un blâme du Conseil d'Etat pour agitation politique... A signaler que dans les écoles soleuroises, comme dans celles de beaucoup d'autres cantons, la documentation des promoteurs du nucléaire est largement diffusée !

Contre-information indispensable

On tend ainsi à accréditer la thèse qu'il n'existe qu'une seule information objective, celle des spécialistes officiels. Il est donc primordial de développer largement une contre-information. On attend avec intérêt les propositions de la Fondation suisse pour l'énergie (Zurich) résolue à promouvoir une « politique de l'énergie qui tienne compte des besoins de l'homme et de la nature, qui favorise les économies d'énergie ainsi que l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et la décentralisation des sources d'énergie ». On attend également avec intérêt l'essor du « Neutron libéré romand » [1], organe de différents groupes opposés à la politique énergétique actuelle.

Mais le plus nouveau, aujourd'hui, est que la lutte se durcit également entre les producteurs des différentes sources d'énergie.

On connaissait déjà l'antagonisme qui oppose l'économie électrique aux pétroliers, ces derniers refusant notamment le chauffage à distance des agglomérations à partir de centrales nucléaires; tous deux se rejoignaient pourtant pour diminuer au maximum les compétences de l'Etat en matière de politique énergétique.

C'est maintenant l'industrie charbonnière qui sort du bois. Par voie d'annonces dans les journaux, elle dénonce le manque d'objectivité des partisans du nucléaire qui minimiseraient délibérément les « inconvénients » liés à la fission de l'atome.

Certes on peut voir là un nouvel épisode de la concurrence entre sources d'énergie désireuses de s'approprier la part la plus grande possible du gâteau.

Mais l'intervention des charbonniers a au moins l'avantage de relancer le débat sur la diversité possible des sources d'énergie, débat que la commission pour une conception globale de l'énergie, noyautée par la mafia du pétrole et de l'électricité, n'a jamais voulu jusqu'ici porter sur la place publique.

[1] Abonnement aux six numéros pour dix francs, à verser (mention « Neutron libéré romand ») au Comité de coordination contre Verbois nucléaire (case postale 225, 1227 Carouge, CCP 12-207 88) ou au Comité antinucléaire de soutien à Kaiseraugst (case postale 216, 1000 Lausanne 17, CCP 10-269 45).

Les valeurs des experts

Il fallait s'y attendre. Le délai de réflexion proposé par le socialiste Meizoz en matière de construction de centrales nucléaires (plus d'autorisation pendant cinq ans) a soulevé un tollé général parmi les partisans de l'énergie nucléaire. Réactions de contrariété normales, pourrait-on dire... Mais comment admettre que du côté de l'Association suisse pour l'énergie atomique on en vienne à soutenir que la réflexion, au stade où nous en sommes, n'est plus de mise face à la pratique et à l'expérience ? On appréciera la hiérarchie des valeurs de ces « spécialistes », décidés, semble-t-il, à « trier sur le tas » les solutions aux problèmes non résolus encore de l'avis général ! Comment admettre aussi que le président de l'Union des centrales suisses d'électricité mette dans la même balance les investissements financiers — considérables il est vrai — consentis dans des constructions qui pourraient se trouver remises en question, et les enjeux humains légitimement mis en avant par les partisans d'un moratoire ? Soit, Leibstadt a déjà coûté plus d'un milliard de francs, et Graben plus de cent millions, est-ce une raison suffisante pour ne plus revenir en arrière ? L'arme absolue dans le développement du nucléaire serait-elle la politique du fait accompli ?

A titre de comparaison, voyez par exemple le sérieux coup de frein donné en République fédérale allemande au programme énergétique nucléaire. Là, malgré les exigences de la croissance économique, malgré les espoirs fantastiques placés depuis des années dans les centrales nucléaires (leur part à la couverture des besoins énergétiques devait passer à environ 50 % vers 1985), les responsables de la politique énergétique ont jugé que trop d'inconnues subsistaient encore pour poursuivre valablement les efforts consentis jusqu'ici en matière de construction d'installations nucléaires.